

Gérard CAUDRON

Maire



Vice-Président de la Métropole Européenne de Lille

Nous, Maire de VILLENEUVE D'ASCO,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 421-1 et suivants

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu la demande en date du 10/01/2024 par laquelle Eiffage Construction Nord demeurant 02 rue de l'Espoir Lezennes CS 60124 59030 LILLE représentée par Monsieur Youness AL-FALAH demande le renouvellement de la permission de voirie n°23-AV-33069 délivrée pour les éléments suivants :

- stationnement de nacelle élévatrice à ciseaux, Péricentre côté rue Simone VEIL entre la passerelle et l'intersection Boulevard Van Gogh /rue Simone VEIL

N°24-AV-33249

ARRÊTONS

ARTICLE 1

L'arrêté n° 23-AV-33069 du 24/11/2023 autorisant Eiffage Construction Nord demeurant 02 rue de l'Espoir Lezennes CS 60124 59030 LILLE représentée par Monsieur Youness AL-FALAH à occuper le domaine public routier est renouvelé conformément aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - RESPONSABILITÉ

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 - REDEVANCE

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal, et dont les modalités sont les suivantes :

	Période de calcul	Occupation	Localisation(s)	Nature	Tarif	PU	Unité	Quantités			Montant
d'occupation	au	23/01/2024 au 29/02/2024	entre la passerelle	de nacelle élévatrice à	Occupation du domaine public	0,4	par m² par j	27,00	38,00	0,00	410,4
	Sous-total Montant total										

Le montant est fixé à 410,4 euro(s).

ARTICLE 4 - DURÉE, VALIDITÉ ET RENOUVELLEMENT

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La présente autorisation vaut titre d'occupation.

L'occupation est consentie jusqu'au 29/02/2024.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

ARTICLE 5

Article - Exécution

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police de Villeneuve d'Ascq, Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale de Lille et Monsieur le Chef de la Police Municipale de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché selon la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera adressé à :

Police Municipale, SDIS, Monsieur le Président de la Métropole Européenne de Lille, Direction Départementale de la Sécurité Publique et Monsieur Youness AL-FALAH (Eiffage Construction Nord)

Fait à VILLENEUVE D'ASCQ, le 12/01/2024 Le Maire,

Grand CAUDRON

Affiché le : 18 JAN. 2024

DIFFUSION .

- SION:

 Eiffage Construction Nord
- Police Municipale

 SDIS
- Direction Départementale de la Sécurité Publique
- POLICE NATIONALE
- Mairie Hôtel de Ville
 Mairies de Quartiers

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux d'ant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer; pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent doc ment.

2



Gérard CAUDRON

Maire



Vice-Président de la Métropole Européenne de Lille

Nous, Maire de VILLENEUVE D'ASCQ,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 421-1 et suivants

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu la demande en date du 16/11/2023 par laquelle Eiffage Construction Nord demeurant 02 rue de l'Espoir Lezennes CS 60124 59030 LILLE représentée par Monsieur Youness AL-FALAH demande le renouvellement de la permission de voirie n°23-AV-32968 délivrée pour les éléments suivants :

- stationnement de nacelle élévatrice à ciseaux, Péricentre côté rue Simone VEIL entre la passerelle et l'intersection Boulevard Van Gogh /rue Simone VEIL

N°23-AV-33069

ARRÊTONS

ARTICLE 1

L'arrêté n° 23-AV-32968 du 25/10/2023 autorisant Eiffage Construction Nord demeurant 02 rue de l'Espoir Lezennes CS 60124 59030 LILLE représentée par Monsieur Youness AL-FALAH à occuper le domaine public routier est renouvelé conformément aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - RESPONSABILITÉ

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 - REDEVANCE

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal, et dont les modalités sont les suivantes :

	Période de calcul	Occupation	Localisation(s)	Nature	Tarif	PU	Unité	té Quantités			Montant
d'occupation	au	10/12/2023 au 22/01/2024	Péricentre côté rue Simone VEIL entre la passerelle et l'intersection Boulevard Van Gogh /rue Simone VEIL	de nacelle	Occupation du domaine public	0,4	par m² par	27,00	44,00	0,00	475,2
	Sous-tota Montant tota										

Le montant est fixé à 475,2 euro(s).

ARTICLE 4 - DURÉE, VALIDITÉ ET RENOUVELLEMENT

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La présente autorisation vaut titre d'occupation.

L'occupation est consentie jusqu'au 22/01/2024.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

ARTICLE 5 - EXECUTION

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police de Villeneuve d'Ascq, Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale de Lille et Monsieur le Chef de la Police Municipale de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché selon la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera adressé à :

Police Municipale, SDIS, Monsieur le Président de la Métropole Européenne de Lille, Direction Départementale de la Sécurité Publique et Monsieur Youness AL-FALAH (Eiffage Construction Nord).

> Fait à VILLENEUVE D'ASCO. le 24/11/2023

Le Maire,

Gérard CAUDRON

Affiché le : 2 9

- Eiffage Construction Nord Police Municipale
- SDIS
- SDIS Direction Départementale de la Sécurité Publique POLICE NATIONALE Mairie Hôtel de Ville
- Mairies de Quartiers

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant e tribunal administratif compètent, dans un délai de deux mois à compter

Hôtel de Ville - BP80089 - 59652 Villeneuve d'Asca Cedex Tél.: 03 20 43 50 50

www.villeneuvedascq.fr